Angles d'Attac

association pour une **t**axation des **t**ransactions financières pour l'**a**ction **c**itoyenne

Bulletin d'information mensuel d'Attac Suisse, Rue des Savoises 15, 1205 Genève – www.suisse.attac.org

Numéro 56 – novembre 2008

>>>SOMMAIRE>>>

>>> Edito: Des cartons rouges plutôt que des chèques en blanc ! >>>

Il aura fallu que le cœur du capitalisme soit secoué pour que les puissants de ce monde réalisent qu'il y a crise. En quelques jours, du duo Bush-Paulson jusqu'au Conseil fédéral, tous les gouvernements ont réussi à trouver les centaines, voire les milliers de milliards de francs nécessaires au sauvetage de leurs joujoux financiers : les banques.

Pourtant, la crise n'est pas nouvelle. Ce n'est que la dernière résultante d'une série de bouleversements qui ont développé leurs effets néfastes depuis plusieurs années : crises du social et de l'économique, mais aussi crises alimentaires, énergétiques et écologiques. Ce sont les plus démunis qui en ont été les premières victimes, au Nord comme au Sud. Les exclus et défavorisés ont souffert dans le silence, pendant que l'idéologie dominante mettait en avant les valeurs d'individualisme et de compétition, rendant d'autant plus difficiles leurs chances de retrouver un espoir.

Les sommes débloquées dépassent l'entendement. Comme le rappelle Jean Ziegler, *"depuis 2000, les Etats les plus riches n'ont pas trouvé les 82 milliards de dollars par an pendant cinq ans nécessaires pour atteindre les huit objectifs du millénaire, notamment la fin des épidémies ou de la faim ; mais parallèlement, depuis début septembre, des milliers de milliards de dollars ont été brûlés dans la crise financière"* [1].

Si on peut admettre que laisser s'écrouler le système financier n'était pas une solution, on ne peut s'empêcher d'être choqué par l'énormité des cadeaux offerts. Dans la plupart des cas, les plans de redressement seront financés par les contribuables. Cela semble caricatural de le dire ainsi, mais c'est une réalité : les sommes nécessaires auraient pu être trouvées dans les poches des actionnaires ! Au cours des dernières années, les gains de la croissance ont été accaparés sous formes de dividendes au lieu d'être réinvestis ou redistribués aux salariés [2]. *"Les 400 Américains les plus riches (oui, seulement 400 personnes) possèdent plus que ce que les 150 millions les plus pauvres ont ensemble. 400 riches Américains ont plus dans leurs coffres que la moitié du pays. Leur fortune cumulée vaut plus de 1'600 milliards de dollars. Durant les huit ans de l'administration Bush, leur richesse a augmenté de plus de 700 milliards de dollars : la même somme qu'ils demandent aujourd'hui pour se tirer d'affaire."* [3].

>>>



JAB 2500 BIENNE 4

Retours à attac, rue de l'Orphelinat 15, 2800 Delémont

>>>AGENDA>>>

>Vaud>

Mardi 4 novembre, 20h

Rencontre mensuelle : Ecologie et finance,
Pôle Sud, Av JJ Mercier 3, Lausanne-Flon.

Mardi 2 décembre, 20h :

Rencontre mensuelle : La décroissance,
Pôle Sud, Av JJ Mercier 3, Lausanne-Flon.

Mardi 9 décembre, 20h :

Assemblée générale,
Pôle Sud, Av JJ Mercier 3, Lausanne-Flon. La convocation sera envoyée prochainement.

>Bienne-Jura>

Mardi 11 novembre,

Restaurant Romand, Bienne

19h00 :

Assemblée générale d'Attac Bienne-Jura

20h : Soirée publique

"Si vous n'invitez pas Nestlé, Nestlé s'invitera chez vous". avec **Franklin Frederick** militant altermondialiste brésilien et la présence d'un membre d'attac vaud qui vous parleront des agissements de Nestlé au Brésil, de l'espionnage dont a été victime ATTAC de la part de la multinationale et de l'élection de Roland Decorvet (directeur de Nestlé suisse) à l'EPER (Entraide Protestante de l'Église Réformée).

>Fribourg>

Lundi 24 novembre, 19h30

Conférence - échange avec **François Houtart : «Après le capitalisme – quelles alternatives ?»**, Uni Miséricorde, salle 3113, Fribourg (François Houtart, Belgique, sociologue, prêtre marxiste, fondateur du Centre Tricontinental (CETRI) et de la revue Alternatives Sud, un des pères de l'Autre Davos et du Forum Social Mondial). Organisation : Association Suisse-Cuba www.cuba-si.ch, , soutien : E-changer et attac fribourg.

Dimanche 23 novembre, 14h-18h

Séminaire avec **François Houtart : «50 ans de révolution cubaine – quelles leçons à tirer ?»**, Fribourg. Sur inscription. Info : andreaduffour@gmail.com, Tel : 026 424 72 91.

>Neuchâtel>

Jeudi 27 novembre, 20h

Réunion du comité, Maison des syndicats, avenue de la Gare 3 (2e étage), Neuchâtel.

>>>

En Suisse aussi, la concentration des richesses est une réalité. Les salaires indécents des Ospel, Vasella et consorts ne sont que la pointe de l'iceberg. L'UBS a distribué pas moins de 4,6 milliards de francs sous forme de dividendes rien qu'en 2006 [4]. La revue Bilan évalue la fortune cumulée des 300 personnes les plus riches de Suisse à 625 milliards de francs pour 2007.

Attac demande une nouvelle politique financière et d'investissements

Une imposition supplémentaire des dividendes, des hauts revenus et des grandes fortunes doit être d'urgence mise sur pied. Une taxation des transactions financières permettrait en outre de limiter les mouvements spéculatifs, tout en dégageant des ressources pour des tâches essentielles qui ne sont pas assurées actuellement.

Et ces dernières sont nombreuses ! Plus de 200'000 personnes doivent recourir à l'aide sociale dans notre pays [5]. Alors que les bas salaires ne suffisent plus pour vivre décemment, l'Etat se désinvestit dans de nombreux secteurs, reportant les charges sur les usagers. Nous demandons un retournement de cette tendance. Nous voulons par exemple que les allocations familiales soient augmentées massivement afin d'aider les familles. Le subventionnement de l'assurance-maladie doit être pour le moins doublé, en attendant qu'on en arrive à un système de primes plus équitables. Dans le secteur de la prévoyance vieillesse, il est d'autant plus urgent de renforcer l'AVS que la crise actuelle montre les limites du système de capitalisation individuelle. Les futurs rentiers du 2e pilier sont les premières victimes des effondrements boursiers.

Il faut aussi que soit menée une politique d'investissements digne de ce nom. Alors que les crises énergétiques et climatiques sont une réalité toujours plus évidente, trop peu de choses sont faites pour promouvoir les énergies alternatives, les transports publics ou pour assainir les bâtiments.

Si le système s'effondre (ce qu'il faut d'ailleurs relativiser !), il ne suffit pas de signer des chèques en blanc pour rassurer les banques et leurs clients les plus aisés. Ce sont des cartons rouges qu'il faut distribuer. Une nouvelle orientation doit être engagée pour mettre fin à un quart de siècle de libéralisme et de déréglementation. Le secteur public doit être renforcé. Les banques cantonales et Postfinance représentent un potentiel qu'il faut utiliser pour construire un groupe bancaire qui soit réellement d'intérêt public.

Pour que les mesures nécessaires soient prises dans le bon sens, nous devrons nous mobiliser. Car nous ne pouvons pas faire confiance aux beaux discours politiciens. Quand Sarkozy parle de refonder le capitalisme, il ne parle pas de la même chose que nous. Les réunions internationales qui se préparent, que ce soit sous la forme d'un G8, d'un G13 ou d'un G20, ne déboucheront sur rien de bon si les peuples ne font pas pression sur leurs dirigeants. L'enjeu est de savoir qui va payer la crise !

Lechim

Notes :

[1] Jean Ziegler dans un entretien à l'AFP lors de la journée mondiale de l'alimentation

[2] Lire notamment Michel Husson, Le capitalisme toxique, http://hussonet.free.fr/toxicapw.pdf

[3] Michael Moore, en introduction à son plan en 10 points, à lire en français sur http://bellaciao.org/fr/spip.php?article72446

[4] Déjà touchée par la crise l'année passée et malgré 4,4 milliards de pertes, l'UBS a versé des dividendes sous forme d'actions pour l'exercice 2007

[5] Conférence suisse des institutions d'aide sociale, CSIAS, http://www.skos.ch/fr/?page=faq/*Annoncé*

>>> Le temps est venu de sortir de l'économie casino ! "Désarmons les marchés !" >>>

Communiqué de lancement de la déclaration commune et de la campagne des Attac d'Europe.

À la fondation d'Attac, en 1998, ce slogan se détachait sur fond de krach financier en Asie du sud-est. Aujourd'hui, le monde riche est au milieu de la crise la plus grave depuis la Grande Dépression de 1929. Cette crise est systémique : c'est la structure et les mécanismes du système lui-même qui sont en cause. La mondialisation libérale et la fiction des marchés autorégulés sont en échec. Répondre à cette crise ne saurait se limiter à moraliser le capitalisme, ou à désigner des coupables parmi les acteurs des marchés financiers. Une réglementation superficielle et une gestion de la crise à court terme auraient pour seule conséquence de sauver le système et de nous mener à de nouveaux désastres. Répondre à cette crise exige de sortir du néolibéralisme et de mettre fin à l'emprise de la finance sur l'ensemble de la société. C'est l'objet de la déclaration des Attac d'Europe publiée aujourd'hui.

Propositions plus détaillées des Attac d'Europe:
http://www.suisse.attac.org/spip.php?article=1924

Parer à l'urgence : refuser la socialisation des pertes et la privatisation des profits. Application du principe du spéculateur payeur

A cause des conséquences de l'effondrement des marchés financiers sur l'emploi et les conditions de vie du plus grande nombre, il n'est pas possible de laisser faire. Toutefois, le coût des interventions nécessaires à la stabilisation des marchés ne devrait pas être supporté par les contribuables, qui paient déjà cette crise par la récession et la hausse du chômage, mais par tous ceux qui sont responsables de cette crise, qui ont amassé des fortunes, souvent abritées dans les paradis fiscaux. C'est pourquoi il faut créer un fonds spécial de crise dans tous les pays. Il sera alimenté par une imposition à taux progressif des revenus financiers, seule manière de mettre un coup d'arrêt à l'aggravation des inégalités, à la dégradation sociale et à la soumission des sociétés à la finance.

Renforcement d'un secteur bancaire public coopératif

Les récentes nationalisations effectuées dans le secteur bancaire n'ont pas pour but de le réformer, mais seulement de sauver les grandes banques de la faillite pour les privatiser à nouveau dès que possible. Il faut inverser cette tendance, renforcer les banques publiques qui ne cherchent pas le profit et les soustraire à l'obligation de concurrence. Des banques importantes devraient être publiques pour assurer des finances stables permettant un développement durable et équitable.



Refondation du système monétaire et financier international dans le cadre d'une réforme globale des Nations unies

Sortir du néolibéralisme nécessite de mettre fin à la mobilité internationale des capitaux. Et donc de redéfinir les buts, les réglementations, la surveillance et les responsabilités du système financier. Cela ne peut être fait sous l'égide du G8 ou du FMI, qui ont prouvé leur incapacité à prendre en charge l'intérêt public du monde et à empêcher l'instabilité financière. Il convient de créer un contexte institutionnel approprié, sous les auspices des Nations unies, afin de réguler et réorienter le système financier.

Pour briser les reins de la finance, les Attac d'Europe demandent notamment :

- une taxe sur toute forme de transfert financier, y compris les transactions sur les devises, afin de réduire la spéculation, de ralentir la vitesse des marchés et de réduire le court-termisme, tout en stimulant un commerce, une production et une consommation équitables et soutenables ;
- une imposition progressive des revenus du capital, afin de ralentir et stabiliser les marchés financiers, et de réduire les incitations à la recherche de bénéfices excessifs ;
- la fermeture des paradis fiscaux ;
- l'interdiction de tous les instruments insoutenables et déstabilisants de la finance, et notamment les Hedge Funds, les Private Equity Funds ;
- l'encadrement ferme des procédures de titrisation.

Cet objectif ne peut être atteint que si, dans le même temps, une nouvelle répartition des revenus est mise en œuvre, les services publics et la protection sociale sont préservés, et des ressources importantes sont consacrées aux investissements écologiques.



© Chappatte - www.globecartoon.com/dessin

Ve. 14 novembre, 17h

Manifestation contre le sauvetage de l'UBS

Place St-François, Lausanne

(Date encore provisoire, www.local.attac.org/vaud pour confirmation)

> Forum de Genève >

8 et 9 novembre - Uni Mail – R080 - Bd Carl-Vogt 102

Finances sans conscience : Evasion fiscale, crises financières

Programme

Samedi 8 novembre

9h00 – 9h15 Bienvenue :
ATTAC Genève et Les Amis du Monde diplomatique

9h15 – 10h00
Andreas Missbach, Déclaration de Berne
Evasion fiscale et développement

10h30 – 11h15
Bruno Gurtner, Tax Justice Network
Le réseau international pour une justice fiscale : activités et agenda

11h15 – 12h00 Discussion

13h30 – 14h15 Ronen Palan, professeur d'économie politique internationale, Université de Birmingham
Crise actuelle et zones offshore

14h15 – 14h45 Discussion

15h00 – 16h00 Table ronde
avec les conférenciers de la journée

Dimanche 9 novembre

9h30 – 10h15
Claude Quemar, Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde (CADTM)
Paradis fiscaux et récupération de biens mal acquis

10h15 – 10h45 Discussion

10h45 – 11h15
Frédéric Lordon, économiste et chercheur CNRS
Jusqu'à quand ? Pour en finir avec les crises financières

11h15 – 11h45 Discussion

13h30 – 14h15 Lucy Komisar, journaliste, New York
Le rôle des zones offshore dans la genèse de la crise financière internationale

14h15 – 14h45 Discussion

15h00 – 16h00
Table ronde avec les conférenciers de la journée

>Agenda Genève>

Prochains comités

18 novembre, 20h

16 décembre, 20h
Local d'attac-genève, 15 rue des Savoises

>>> Finances sans conscience : Evasion fiscale, crises financières >>>

Si aujourd'hui c'est la crise financière qui mobilise l'attention des medias, des acteurs aux commandes des institutions financières ont depuis longtemps contourné les régulations étatiques. De plus en plus de recherches démontrent les effets néfastes de l'évasion et de la fraude fiscale sur les pays en voie de développement ainsi que sur le financement des services publics des pays riches. Il est urgent de lancer un débat de fond sur la justice fiscale internationale, mais aussi sur la crise actuelle, ses raisons profondes et ses liens, par exemple, avec les zones offshore.

Les outils de régulation de la modialisation financière sont quasiment inexistants. Les acteurs qui la commandent, en exacerbant la compétition sur les taxations, en barrant la route à toute coopération entre les Etats, contribuent à la diminution continuelle des recettes fiscales. Cette mondialisation profite ainsi à une poignée de riches particuliers et à quelques grandes multinationales qui élaborent des réseaux sophistiqués pour échapper au fisc.

Quelles sont les conséquences de cette politique pour la démocratie ? De nouvelles définitions de la corruption ne s'imposent-elles pas au niveau des justices nationales et internationales ?

La Suisse est un des acteurs principaux de la gestion des fortunes privées. Elle est ainsi responsable d'un manque à gagner important pour la fiscalité des pays d'où proviennent les fonds. Dans ses relations internationales, les pressions actuelles de l'Union européenne et des USA vont-elles entraîner des changements pour la place financière suisse ? Notre pays, ne devrait-il pas s'interroger sérieusement sur son rôle ?

Le forum de Genève 2008 accueillera des spécialistes nationaux et internationaux qui apporteront leur contribution à cette importante discussion.

Intervenants :

Lucy Komisar, journaliste (New York) – **Bruno Gurtner**, (Tax Justice Network) – **Frédéric Lordon** (économiste et chercheur CNRS) – **Andreas Missbach** (Décl. de Berne et TJN), – **Ronan Palan** (Pr. Sc. Pol. Université de Birmingham) – **Claude Quemar ou Olivier Bonfond** (CADTM)

Voire le programme détaillé ci-contre



Les deux dessins de cette double page sont tirés du bloc d'Attac France "Speculand": http://www.france.attac.org/spip.php?rubrique1107

>>> Communiqué d'ATTAC Argentine sur la crise financière >>>

Buenos Aires, 1er octobre 2008

Cette crise se manifeste sous la forme de faillites de banques, de fusions d'entités financières ou de services, de nationalisations ou étatisations voulues par ceux qui, jusqu'à très récemment, défendaient la loi du marché. Tout ceci pour un coût, selon le FMI, de 1'300 milliards de dollars et un sauvetage des «portefeuilles toxiques» de 700 milliards de dollars, proposé par le gouvernement Bush et discuté au congrès des Etats-Unis.

A titre de comparaison, signalons que l'aide officielle au développement discutée à l'ONU demandait, pour 2007, 70 millions de dollars, destinés à soulager presque 1 milliard de personnes en situation de pauvreté sur toute la planète. L'aide effectivement débloquée a seulement atteint à peine la moitié de cette somme. Pour présenter ces données sous forme de pourcentages, combattre la pauvreté dans le monde nécessite 10% des sommes que Washington envisage de débloquer pour sauver le système bancaire du pays et pour que la situation cesse de s'aggraver. Il est encore plus terrible de constater que l'aide effectivement distribuée (en considérant sa destination réelle et son application) n'a atteint que 5% du montant du «traitement de sauvetage».

La nature même et les causes du problème sont à rechercher dans le processus conscient et délibéré de libéralisation mis en place par l'offensive de concentration du capital, afin de surmonter la crise de rentabilité à la fin des années 60. Le diagnostic des puissants était que les pertes de profit étaient dues à la rigidité du marché du travail, au coût de l'appareil de l'Etat (et à ses fortes dépenses dans l'éducation, la santé et d'autres secteurs), et aux entraves à la libre-circulation du capital, des marchandises et des services

Ce diagnostic a déclenché l'attaque des libéraux contre les travailleurs et leurs droits. Les consignes étaient : flexibilisation des salaires et du travail, précarisation de l'emploi et baisse des salaires. La subordination du travail au capital s'est accrue, ce qui s'est traduit par une plus grande exploitation des travailleurs. Pour ce faire, les réformes de l'Etat de première et deuxième génération ont conduit à la dérégulation et à la privatisation. Tout était fait pour favoriser le marché à l'échelon local et mondial et, pour ce faire, les frontières ont été ouvertes et la sécurité juridique a été donnée aux investissements. Libéralisation et sécurité pour le capital !

Ces politiques ont un côté très sombre. Dans le cône sud de l'Amérique, elles ont été lancées par des dictatures (coups d'Etat de 1973 au Chili et de 1976 en Argentine). Ces idées étaient portées par l'Ecole de Chicago et le prix Nobel d'économie 1976 : Milton Friedman. Ensuite, ces politiques se sont généralisées grâce à la restauration conservatrice en Angleterre (avec Thatcher à partir de 1979) et aux Etats-Unis (avec Reagan en 1980). La réserve fédérale des Etats-Unis fut le vecteur qui permit d'installer au niveau mondial la domination du modèle bancaire américain. Avec Messieurs Volcker (1979/1987), puis Greenspan (1987/2006) et Bernancke (à partir de 2006), ce sont presque 30 ans de politique spéculative qui ont explosé avec la crise des crédits en août 2007, avant d'atteindre les marchés financiers en septembre 2008.

Depuis son origine à Wall Street, la crise se propage au monde entier, provoquant l'augmentation du chômage et la décroissance de l'économie, avec un impact fort sur les classes sociales ayant de faibles revenus. Le traitement de la crise touche aussi «ceux d'en bas», aux Etats-Unis et dans le monde. Maintenant on veut faire intervenir l'Etat pour «nationaliser» les pertes dues à l'escroquerie des banquiers, investisseurs et spéculateurs du capitalisme dur construit sous l'hégémonie néolibérale.



On veut aujourd'hui nous convertir à la nouvelle doctrine : on prêche partout que le sauvetage du système financier est la seule option possible. Au début des années 70, James Tobin avait proposé que soit mis en place un impôt sur les transactions financières pour freiner la tendance à la spéculation qui s'installait déjà. A la fin des années 90, quand la spéculation et les mouvements de capitaux atteignaient des niveaux jamais vus, le réseau ATTAC est apparu, reprenant la proposition de Tobin pour envisager de destiner les 300 milliards de dollars de recettes prévues à l'amélioration du sort des classes défavorisées.

Aujourd'hui, à ATTAC Argentine, nous voulons manifester notre refus de la poursuite de la libéralisation qui prône la liberté de circulation des capitaux, des marchandises et des services. Nous affirmons qu'il est temps de penser un nouveau système de relations sociales dans l'économie. Pour éviter que la crise n'affecte les peuples du monde, il est nécessaire de dénoncer avec force cette politique de saccage et de manipulation sociale. Nous proposons aussi que soit mené un travail de réflexion sur l'articulation du social et du politique pour faire naître l'autre monde possible réclamé par le Forum Social Mondial depuis son début à Porto Alegre en 2001.

Faire de ce monde une réalité suppose de construire une autre intégration régionale, en promouvant des instruments économiques, sociaux et culturels se rapprochant de notre aspiration à satisfaire les besoins populaires par un développement économique indépendant de la logique capitaliste qui, aujourd'hui, est l'objet d'un questionnement au niveau mondial. ATTAC Argentine appelle au rassemblement de toutes les forces populaires dans le Mouvement Oui des Peuples (MOSIP), dans le Tribunal Permanent des Peuples (TPP) contre les multinationales et les politiques néolibérales, et dans la construction d'un mouvement pour la Constituante Sociale qui aura lieu les 23 et 24 octobre à San Salvador de Jujuy (ville du Nord-Ouest de l'Argentine, note du traducteur).

Comme le proclame le Forum Social Mondial, un autre monde est possible si nous luttons pour lui.

Non au paiement de la dette publique extérieure. Oui à la vie.

ATTAC ARGENTINA
Buenos Aires Av. Corrientes 1515
6TO Piso "A" - Capital Federal
(011) 4371-0538
www.argentina.attac.org

Traduit de l'espagnol par Pascal Chastin, Coorditrad.

Communiqué de presse du 1er octobre d'Attac Neuchâtel

Service cantonale des automobiles (SCAN) : référendum non abouti, mais la lutte contre les privatisations continue

Attac-Neuchâtel a lancé cet été un référendum contre la loi dite d'"autonomisation" du Service cantonal des automobiles (SCAN), votée fin juin par une majorité du Grand Conseil neuchâtelois. Nous l'avons fait, parce qu'Attac s'oppose à toute forme de privatisation des services publics. Le contrôle démocratique d'un service "autonomisé" disparaît et nous voulions le signifier en lançant le référendum. Le Grand Conseil n'a plus rien à décider. Il remet aux mains du Conseil d'administration d'une entreprise privée les pouvoirs pour faire fonctionner l'entreprise, y compris dans le domaine des peines à prononcer (retrait de permis, amendes, etc.), relevant jusqu'ici de la compétence de l'Etat.

Aujourd'hui, les citoyens - qui se sentent impuissants, mais aussi trompés - doivent constater les conséquences néfastes engendrées par la privatisation de plusieurs services publics. Ainsi en va-t-il du marché de l'électricité dont les partisans de sa libéralisation nous promettaient un prix du kwh meilleur marché. Et toc ! les grands chefs des sociétés électriques nous annoncent que la libéralisation coûte très cher en termes administratifs. D'où une forte hausse des prix de l'électricité. Mais, en juin 2008, le rapport du Conseil d'Etat sur l'"autonomisation" du SCAN n'hésitait pas à vanter les "bienfaits" d'une concurrence qui ferait baisser les prix...

Attac-NE a mené campagne du 10 juillet au 20 septembre. Les contacts établis à cette occasion avec les citoyen-ne-s ont été enrichissants (bien que nos valeurs, contrairement à d'autres, ne soient pas cotées en bourse...). Beaucoup de personnes ne connaissaient pas la décision du Grand Conseil, elles ont signé le référendum pour manifester clairement leur opposition à toute forme de privatisation, d'autonomisation, de libéralisation, autant de synonymes pour une même réalité. Avec une persévérance digne d'une meilleure cause, le gouvernement neuchâtelois déclare qu'il procédera à d'autres "autonomisations". En clair, la chronique annoncée d'un bradage du service public !

Le temps des vacances n'est pas favorable à mobiliser les militants pour récolter les signatures. De fait, nous avons eu 6 semaines pour essayer de recueillir le nombre de signatures nécessaires. Temps trop court et nous n'y sommes pas parvenus. Nous le regrettons vivement. Il faut pourtant agir contre toute forme de libéralisation, privatisation, autonomisation, car le citoyen s'appauvrit avec des prestations plus chères, des liquidations de biens publics à bon marché. Les CFF, la Poste, Swisscom ont liquidé des immeubles payés avec l'argent des citoyens. Aujourd'hui ce sont des biens privés.

Un grand merci aux citoyennes et citoyens qui ont signé le référendum et à toutes celles et ceux qui ont travaillé pour récolter les 3000 signatures reçues.

Nous continuerons à exprimer notre opposition, par tous les moyens nécessaires, à la privatisation des services publics sous toutes ses formes. C'est du gâchis.

>>> Retour sur l'Universit[é] la crise structurelle du cap[...]

Intervention de Charles-André Udry

Tout d'abord, nous pouvons affirmer que la crise actuelle ne prend pas naissance en premier lieu dans la finance. Pour expliquer cela, voici un bref historique de l'évolution de la situation économique mondiale de la dernière décennie.

Affirmation 1 :
Depuis les années 90, et plus spécialement depuis les années 2000, nous assistons à une augmentation énorme des inégalités dans la distribution de la richesse : la part qui revient aux familles est moindre, leur pouvoir d'achat baisse et elles ont tendance à moins consommer. A l'opposé, les personnes très riches le sont tellement qu'elles ne savent plus comment dépenser leur argent.

Affirmation 2 :
Durant cette période, la part qui est revenue au capital n'a fait qu'augmenter. Il suffit de constater l'exploitation accrue des travailleurs pour s'en rendre compte : le travail devient précaire, à durée déterminée, à temps partiel et les entreprises ont massivement recours à la sous-traitance, beaucoup moins apte à défendre les intérêts des travailleurs. De l'autre côté de l'échelle, la redistribution des gains ainsi obtenus est allée aux cadres aisés, grâce aux stocks-options notamment, ainsi qu'aux actionnaires.

Affirmation 3 :
Ces profits énormes n'ont pas été investis proportionnellement dans l'industrie au sens large (programmes informatiques, recherche, production médicale, etc.). Le capital augmente, l'investissement diminue. La part des salaires ne cesse de diminuer dans le PIB. Le taux d'épargne des ménages diminue. Pour inverser cette tendance, on va soutenir la consommation en augmentant le crédit.

Un endettement massif pour soutenir la croissance

Ainsi, aux Etats-Unis, la Banque centrale va baisser les taux d'intérêts pour les banques qui, à leur tour, vont diminuer les taux d'intérêts pour leurs clients. Le coût des crédits devient tellement intéressant que plusieurs millions de familles vont s'endetter pour acheter leur propre maison. Les «experts» estiment alors que, même si les taux d'intérêts vont fatalement augmenter, la valeur des biens immobiliers va également s'envoler, ce qui permettra aux banques d'augmenter les hypothèques de ceux qui n'auront plus les moyens de payer leurs intérêts.

Les profits pour les très riches
Les profits deviennent ainsi de plus en plus financiers. Durant ces années, en effet, le nombre d'institutions financières va littéralement exploser. A l'inverse, les investissements dans l'industrie, à part la construction de maisons individuelles, diminuent, surtout après l'éclatement de la bulle Internet de 2000. Cependant, c'est la part de la richesse globale des 10% les plus riches qui augmente énormément. Ces derniers placent leur argent dans des banques spéciales pour super-riches, où le ticket d'entrée est fixé à 10 millions de francs en liquide. Et pour couronner le tout, on défiscalise le capital. Cela signifie une diminution des dépenses sociales, du salaire social.

La gestion des risques et l'asymétrie d'informations
Pour contrôler les risques, les banques ne peuvent s'informer que sur ceux à qui elles prêtent directement. Pour donner une idée, prenons un exemple assez standard d'endettement d'une famille aux Etats-Unis :

Salaire moyen annuel : 20'000$
Coût annuel des études des enfants : 30'000$
Dette pour une maison : 120'000$.

é d'été d'attac suisse :
pitalisme >>>

Il faut être conscient qu'aux Etats-Unis, beaucoup de familles s'endettent pour payer les études de leurs enfants, et même pour la consommation courante. Le risque est donc important. Mais, pour les banques, il s'agit de faire le plus de prêts possible car, compte tenu de la concurrence sur ce marché, les marges sont petites. En plus, ce qui augmente encore l'ardeur des banquiers, c'est les commissions gigantesques qu'ils perçoivent sur ces opérations.

Cependant, afin de se débarrasser de ces prêts à risque, les banquiers US vont faire appel à la titrisation, c'est-à-dire qu'ils vont revendre ces dettes en créant des titres, des obligations. De plus, ils vont tenter de diluer les risques en mélangeant des prêts très risqués avec d'autres moins risqués. De cette manière, les créanciers ne devraient pas se trouver en difficulté tous en même temps.

De leur côté, les acheteurs de ces obligations demandent une sécurité supplémentaire : ils veulent ce qu'on appelle du « tranching ». Cela signifie découper ce paquet d'obligations en tranches de qualité différente : ceux qui ont acheté les obligations les plus risquées gagnent plus d'intérêts mais seront les premiers à ne pas être remboursés si des faillites ont lieu

A la fin, toutes ces opérations ont pour effet de ne plus permettre aux investisseurs de connaître le risque encouru : on parle alors d'asymétrie d'informations.

D'abord une crise de surproduction
Le problème, c'est que le prix de l'immobilier augmente, aussi bien aux USA qu'en Espagne, en Irlande et en France, et avec lui les taux d'intérêts. Le système dont nous avons parlé ci-dessus, qui permet aux banques d'augmenter l'hypothèque de ceux qui ne peuvent plus payer leurs intérêts, a cependant une limite : la capacité d'achat des salariés qui représentent la grande majorité de ces créanciers. Or, nous avons vu que leur pouvoir d'achat ne cessait de diminuer. Ainsi, à partir de 2006, on construit beaucoup trop de maisons par rapport à ce qu'on peut en vendre. Il s'agit alors d'une crise classique de surproduction.

Le système s'effondre, avec quelles conséquences ?
Maintenant, une chose est sûre : il n'est pas possible de diminuer les salaires, augmenter les crédits et diminuer les investissements, donc le PIB. Sinon, comme on a pu s'en rendre compte, la réalité revient à la surface et 2,5 millions de gens vont perdre leur appartement. L'ensemble de ce système s'effondre.

Cela aura les conséquences suivantes :

1. La récession va revenir aux USA et en Europe aussi ;
2. Les pertes des banques vont diminuer les rentrées d'impôts ;
3. Les primes des assurances maladie vont augmenter, car les assureurs ont également fait d'énormes pertes en bourse.

Cependant, on s'est rendu compte que les 10% les plus riches n'ont pas perdu, eux, car ils ont retiré leur argent et ont investi :

1. dans l'alimentaire, avec pour conséquence une augmentation des prix des aliments qui entraîne la mort des plus pauvres de la planète ;
2. dans l'énergie, avec des conséquences négatives sur l'environnement, notamment pour l'extraction du pétrole en Arctique ;
3. dans la bourse des pays émergents ;
4. dans les énergie alternatives sur le long terme ;
5. dans l'achat de terres, en Ukraine, en Russie, en Europe pour les terres les plus riches, et en Argentine, ce qui fait que l'on assiste à l'expropriation de pays entiers ; ainsi, les derniers affrontements militaires sont dictés par cette soif de matières premières et de terres.

Il ne s'agit donc pas d'une simple crise financière mais bien d'une crise globale. Cela, en grande partie, parce qu'il n'y a jamais eu une telle concentration de capital.

Et maintenant ?

1. Le système ne va pas s'écrouler ;
2. Il faut énormément plus d'argent, après le rachat des terres par de grandes sociétés privées, pour développer les projets ;
3. On voit donc de plus en plus de Partenariats Public–Privé (PPP) : à La Poste, aux CFF, dans les énergies.

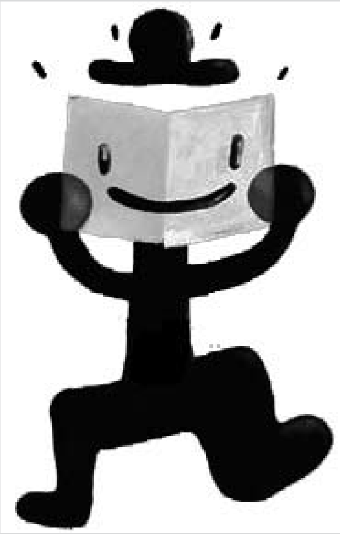
En réalité, il s'agit de donner des sécurités aux privés grâce à nos impôts. Une fois de plus, les capitalistes tentent de privatiser les profits et de socialiser les pertes.

En guise de conclusion, Monsieur Udry a donné quelques pistes pour le travail futur d'attac :

1. Continuer d'expliquer la situation au plus grand nombre ;
2. Continuer de proposer de nouveaux projets concrets en tenant compte de leurs limites ;
3. Plus se positionner avec des groupes alternatifs, tels Amnesty International sur la torture, par exemple ;
4. Revaloriser les points de vue communs de ces différents groupes alternatifs ;
5. De l'autre côté de l'Atlantique, plus s'occuper du problème brésilien qui cache les problèmes des autres pays d'Amérique du Sud ;
6. Promouvoir une éthique de la reproduction de la vie.

Résumé : Rémy Gyger.





Vous cherchez de la lecture ?

Rendez-vous sur le site d'attac suisse et profitez de notre boutique en ligne !

WWW.SUISSE.ATTAC.ORG/BOUTIQUE

>Emprunt de films>



chez attac genève

Il est désormais possible pour les membres d'attac d'emprunter gratuitement des films produits ou conseillés par attac. Plus d'une trentaine de films sont disponibles au local d'attac à Genève. Veuillez consulter le site www.local.attac.org/geneve

Je souhaite adhérer à attac!

○ Notre organisation souhaite devenir membre d'attac, envoyez-nous le matériel d'adhésion du groupe local le plus proche.
○ Je souhaite devenir membre d'attac, envoyez-moi le matériel d'adhésion du groupe local le plus proche.

Nom: ______________________________

Adresse: ______________________________

____

E-mail: ______________________________

Lieu, date, signature

____

A retourner sous enveloppe à l'adresse suivante:
attac suisse / Rue des Savoises 15 / 1205 Genève

>>> « Les fonds vautour »,

A une époque où la crise dite financière touche une majorité de la population mondiale – soit directement, à travers les pertes des banques du Nord et le crash temporaire du système de crédit immobilier, soit indirectement, à travers le déplacement des spéculations financières sur les ressources naturelles, telle que la nourriture, et les émeutes de la faim dans les pays du Sud – on parle peu des fonds d'investissement privés. Pourtant, le mécanisme de leur succès est facile : des fonds privés spéculatifs achètent des titres de dettes des pays du Sud, dont le remboursement est remis en question, pour un prix très bas et ensuite, ils portent plainte pour un remboursement total de ces dettes, intérêts compris.

Un exemple concret facilite la compréhension de ces pratiques : en 1999, le fonds d'investissement Donegal International a acheté 15 millions de dollars de dettes de la Zambie au gouvernement roumain pour le prix de 3,3 millions de dollars. Ensuite, le fond d'investissement a porté plainte contre la Zambie devant un tribunal britannique, demandant 55 millions de dollars (intérêts inclus). Le tribunal leur en a accordé 15,7 millions – et donc un bénéfice de 370%, sur le dos d'un pays dont les deux tiers des habitants doivent survivre avec moins d'un dollar par jour. D'autres pays, comme la République du Congo (Brazzaville), la République démocratique du Congo ou le Pérou et le Nicaragua ont connu le même sort (et parfois, pire encore !).

Des acteurs impitoyables...

Les « fonds vautour » sont très attentifs aux opportunités offertes par le marché des crédits et sont situés en majorité aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne. Ils se renseignent auprès des ministres des finances du monde entier sur les crédits en circulation et en vente. Un des fonds d'investissement parmi les plus agressifs est Elliott Associates, du multimilliardaire Paul Singer qui est entré dans ce business en 1992. Son arrogance est devenue légendaire quand il a tenté de légitimer ses affaires en expliquant que les plaintes contre les gouvernements des pays du Sud contribueraient à la lutte contre la corruption dans ces pays ! Bien sûr, on ne peut pas nier la corruption et le clientélisme en vigueur dans certains pays comme la République du Congo ou dans d'autres pays, surtout ceux possédant de grandes ressources naturelles. Pour autant, y voir la raison des investissements des fonds vautours serait une erreur de jugement.

...et des structures favorables

Les raisons majeures qui rendent ces pratiques faisables sont, d'un côté, un droit international favorable aux créanciers, et de l'autre



acteurs impitoyables du commerce des dettes >>>

côté les paradis fiscaux. Le droit international ne limite en effet pas le commerce des dettes à un niveau global : l'achat et la vente de ces dernières sont complètement libéralisés. Ceci permet à des investisseurs privés de trouver des accords d'achat avec des gouvernements en possession de dettes pour maximiser leurs profits. Les tribunaux, pour leur part, s'en tiennent aux lois qui sont extrêmement favorables aux créanciers : rien ne les empêche de réclamer de multiple fois la valeur réelle des dettes. La fonction des paradis fiscaux dans ces affaires n'est pas moins importante. Pour leur achat, les fonds utilisent des sociétés filiales qui sont déclarées dans des paradis fiscaux avec contrôle financier laxiste. Ainsi, les achats des dettes qui ne se font pas par des tractations régulières, ne seront pas découverts et sanctionnés.

Quelle résistance ?

Depuis des décennies, la Banque mondiale met à disposition de l'argent, pour que les pays du Sud puissent payer leurs dettes aux créanciers privés. Mais ce ne sont pas exclusivement les pays du Sud et les créanciers « d'origine » qui profitent de cette initiative : les grands fonds vautour sont aussi financés par la Banque mondiale. Certaines organisations non gouvernementales demandent une limite pour les bénéfices de ces fonds, d'autres une transparence plus nette sur les transactions et le flux d'informations de ces derniers.

On peut bien douter de telles réglementations du libre-marché et de leurs impacts sur les pays du Sud. Pour résoudre un tel problème, on ne peut pas fermer les yeux devant la demande de l'annulation des dettes des pays du Sud.

Maurizio Coppola

Source :
www.aktionfinanzplatz.ch

>>> Le revenu garanti : une alternative socio-politique >>>

Les politiques sociales de la dernière décennie ont suivi le mot d'ordre « le travail avant la rente ». On peut constater ce principe du workfare dans toutes les contre-réformes des assurances sociales qui ont débuté en 1996 avec la révision de l'assurance chômage : baisse des prestations et du droit à celles-ci, preuve de contrepartie, acceptation de toute sorte de travail avant de recevoir une rente. Dans ce sens, la conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS) a formulé une directive en 2004, adoptant cette direction de changement, entré en vigueur à partir de 2005. La dernière assurance sociale « victime » de ces contre-réformes était l'assurance invalidité qui, avec la 5ème révision, a adopté le principe du workfare. Dans sa dernière publication, Kurt Wyss, sociologue zurichois [1], dévoile la vraie signification de ce principe : d'un côté, les bénéficiaires de prestations sont poussés à la limite de l'existence, ce qui devrait favoriser leur réinsertion dans le marché du travail ; de l'autre côté, ceux qui sont déjà intégrés dans le marché du travail sont avertis : il existe une armée de réserve qui est disponible à accepter leur travail, sans revendications. Le sort des chômeurs, des invalides et des bénéficiaires de l'aide sociale est étroitement lié à celui des actifs.

Travailler à tout prix

Le discours dominant dans les politiques sociales d'aujourd'hui met en avant le principe selon lequel le travail vient avant tout. Ceci ne signifie pas, comme on pourrait souhaiter, l'intégration des salarié-e-s dans le segment stable du marché de travail – contrat fixe, salaire adapté à l'augmentation du coût de vie, etc. – mais ce principe pousse toujours plus de travailleuses et travailleurs dans le marché du travail instable : l'expansion du travail temporaire, du travail sur appel, des contrats déterminants, etc. en sont la preuve. Les politiques sociales susmentionnées renforcent cette tendance.

Aller à l'encontre des politiques actuelles

Le revenu garanti (en allemand Grundeinkommen) est discuté dans tout milieu politique : les (néo)libéraux en voient un instrument de démantèlement social et d'instauration d'un « capitalisme pur » [2]. D'autres l'utilisent comme moyen d'ajustement des conditions-cadre du libre-marché [3], sans qu'ils thématisent les mécanismes de précarisation et d'exclusion dans le marché du travail. Les limites de ces concepts : ils ne rompent pas avec la politique sociale actuelle ! A nos yeux, le revenu garanti peut constituer une alternative sociopolitique. Pour que ce modèle n'accélère pas la concurrence entre les salarié-e-s (actifs et non actifs), la discussion doit de toute façon inclure au minimum les éléments suivants :

- le financement doit être garanti par des impôts progressifs sur le revenu et la fortune ;
- un revenu garanti ne peut pas remplacer d'autres assurances sociales : il ne peut que les compléter ;
- un revenu garanti en dessous du minimum d'existence (selon le CSIAS, 2'500 francs pour une personne) ne correspond pas à sa fonction ;
- un revenu garanti, s'il ne veut pas être utilisé comme instrument d'exploitation, doit être accompagné d'un salaire minimum et des conventions collectives de travail.

Un concept de revenu garanti qui intègre les éléments susmentionnés ne résout pas tous les problèmes sociaux et du marché du travail, mais peut constituer un instrument d'auto-émancipation de toute personne, active ou non sur le marché du travail.

Maurizio Coppola

Notes :

[1] Wyss, Kurt (2007). Workfare. Sozialstaatliche Repression im Dienst des globalisierten Kapitalismus. Zürich : edition 8.
[2] Husson, Michel (2007). Un pur capitalisme. Lausanne : pages 2.
[3] Ulrich, Peter (2008). Integrative Wirtschaftsethik. Grundlagen einer lebensdienlichen Ökonomie. 4. Aufl. Bern/ Stuttgart/ Wien : Verlag Paul Haupt.

IMPRESSUM

Edité par Attac Suisse, paraît au moins 9x par année
Destiné aux membres et aux abonnés.
Impression et mise en page : Deltagraph Bienne
Tirage 1'600 exemplaires

ABONNEMENT (pour non-membres)

Veuillez verser 20 francs/année à l'attention d'Attac Suisse, rue des Savoises 15, 1205 Genève - CCP 17-762066-4 en mentionnant distinctement votre adresse.

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO :

Joëlle Amara, Maurizio Coppola, Rémy Gyger, Isabelle Lucas, Gérald Mermet, Isabelle Paccaud, Michel Pellaton, Florence Proton, Sabrina Scardua, Jane Séligmann.

TRADUCTIONS

Attac a toujours besoin de traductrices et traducteurs, si vous pensez pouvoir aider, n'hésitez pas à vous inscrire sur coorditrad.attac.org ou en envoyant un mail à coorditrad.ch@attac.org , ou par courrier postal auprès d'attac suisse

PROCHAINE PARUTION DÉCEMBRE

COURRIER DES LECTEURS ET LECTRICES

Réagissez, participez,
n'hésitez pas à nous envoyer vos réactions à :
Courrier de l'Angles d'ATTAC, cp 5105, 1002 Lausanne
ou par mail: angles-ch@attac.org

INTERNET

On peut consulter les articles ou télécharger ce numéro en ligne sur www.suisse.attac.org , rubrique Angles d'ATTAC, colonne de droite.

ADRESSES

Vaud: Case 5105, 1002 Lausanne, vaud@attac.org
Genève: rue des Savoises 15, 1205 Genève, geneve@attac.org
Neuchâtel: CP 21, 2035 Corcelles, neuchatel@attac.org
Bern: Postfach 520, 3000 Bern, bern@attac.org
Zürich: Attac Zürich, 8000 Zürich, zurich@attac.org
Basel: Postfach, 4002 Basel, basel@attac.org
Ticino: c/o attac svizzera, rue des Savoises 15, 1205 Ginevra
Fribourg: Case 101, 1701 Fribourg, fribourg@attac.org
Bienne-Jura:
Case 4314, 2500 Bienne 4, bienne-jura@attac.org
Valais: Case Postale 2140, 1950 Sion 2, valais@attac.org

>>> L'art d'ignorer les pa

John Kenneth Galbraith (1908-2006) est un des rares économistes très critiques à l'égard du système économique à avoir eu une certaine influence de son vivant. Il a notamment été le conseiller de trois présidents américains : F. D. Roosevelt, J. F. Kennedy et L. B. Johnson.

Le texte ci-après est un extrait de celui publié pour la première fois dans le numéro de novembre 1985 de Harper's Magazine et repris en particulier par Le Monde Diplomatique en 2005. Vingt-trois ans après sa rédaction, il n'a malheureusement rien perdu de sa pertinence.

A la suite de ce texte, je me permettrai d'apporter un petit complément sur l'aspect plus particulièrement psychologique du déni de la pauvreté. Cette dimension n'est que mentionnée par Galbraith, alors qu'elle me paraît jouer un rôle fondamental dans la vision du monde des possédants et par conséquent dans leurs actions.

Gérald Mermet

Je voudrais livrer ici quelques réflexions sur l'un des plus anciens exercices humains : le processus par lequel, au fil des années, et même au cours des siècles, nous avons entrepris de nous épargner toute mauvaise conscience au sujet des pauvres. Pauvres et riches ont toujours vécu côte à côte, toujours inconfortablement, parfois de manière périlleuse. [...] Les problèmes résultant de cette coexistence, et particulièrement celui de la justification de la bonne fortune de quelques-uns face à la mauvaise fortune des autres, sont une préoccupation intellectuelle de tous les temps. Ils continuent de l'être aujourd'hui.

Il faut commencer par la solution proposée par la Bible : les pauvres souffrent en ce bas monde, mais ils seront magnifiquement récompensés dans l'autre. Cette solution admirable permet aux riches de jouir de leur richesse tout en enviant les pauvres pour leur félicité dans l'au-delà. [...]

Au milieu du XIXe siècle, une autre forme de déni connut un grand succès, particulièrement aux Etats-Unis : le «darwinisme



social», associé au nom de Herbert Spencer (1820-1903). Pour ce dernier, dans la vie économique comme dans le développement biologique, la règle suprême était la survie des plus aptes, expression que l'on prête à tort à Charles Darwin (1809-1882). L'élimination des pauvres est le moyen utilisé par la nature pour améliorer la race. La qualité de la famille humaine sort renforcée de la disparition des faibles et des déshérités. [...]

Au cours du XXe siècle, le darwinisme social en vint à être considéré comme un peu trop cruel : sa popularité déclina et, quand on y fit référence, ce fut généralement pour le condamner. Lui succéda un déni plus amorphe de la pauvreté, associé aux présidents Calvin Coolidge (1923-1929) et Herbert Hoover (1929-1933). Pour eux, toute aide publique aux pauvres faisait obstacle au fonctionnement efficace de l'économie. Elle était même incompatible avec un projet économique qui avait si bien servi la plupart des gens. Cette idée qu'il est économiquement dommageable d'aider les pauvres reste présente. Et, au cours de ces dernières années, la recherche de la meilleure manière d'évacuer toute mauvaise conscience au sujet des pauvres est devenue une préoccupation philosophique, littéraire et rhétorique de première importance. C'est aussi une entreprise non dépourvue d'intérêt économique.

Des quatre ou peut-être cinq méthodes en cours pour garder bonne conscience en la matière, la première est le produit d'un fait incontestable : la plupart des initiatives à prendre en faveur des pauvres relèvent, d'une manière ou d'une autre, de l'Etat. On fait alors valoir qu'il est par nature incompétent, sauf quand il s'agit de gérer le Pentagone et de passer des marchés publics avec des firmes d'armements. [...]

Nous avons de grandes bureaucraties d'entreprises privées, regorgeant de bureaucrates d'entreprise, mais ces gens-là sont bons. La bureaucratie publique et les fonctionnaires sont mauvais.

En fait, les Etats-Unis disposent d'une fonction publique de qualité, servie par des agents compétents et dévoués, honnêtes dans leur quasi-totalité. [...] Force est donc de constater que la condamnation actuelle de toute action et administration gouvernementales est en réalité l'un des éléments d'un dessein plus vaste : refuser toute responsabilité à l'égard des pauvres.

La deuxième méthode s'inscrivant dans cette grande tradition séculaire consiste à expliquer que toute forme d'aide publique aux indigents serait un très mauvais service à leur rendre. Elle détruit leur moral. Elle les détourne d'un emploi bien rémunéré. [...] L'argument selon lequel elle nuit gravement aux déshérités est constamment ressassé, et, plus grave, cru. C'est sans doute la plus influente de nos fantasmagories.

Troisième méthode, liée à la précédente, pour se laver les mains du sort des pauvres : affirmer que les aides publiques ont un effet négatif sur l'incitation à travailler. Elles opèrent un transfert de revenus des actifs vers les oisifs et autres bons à rien et, de ce fait, découragent les efforts de ces actifs et encouragent le désœuvrement des paresseux. [...] Mais qui peut croire que la grande masse des pauvres préfère l'assistance publique à un bon emploi ? [...]

La quatrième technique permettant de se soulager la conscience est de mettre en évidence les effets négatifs qu'une confiscation de leurs responsabilités aurait sur la liberté des pauvres. [...]

C'est sans doute la plus révélatrice de toutes les arguties, car quand il s'agit des pauvres, on n'établit plus aucune relation entre leurs revenus et leur liberté. [...] Chacun conviendra pourtant qu'il n'existe pas de forme d'oppression plus aiguë, pas de hantise plus continue que celles de l'individu qui n'a plus un sou en poche. On entend beaucoup parler des atteintes à la liberté des plus aisés quand leurs revenus sont diminués par les impôts, mais on n'entend jamais parler de l'extraordinaire augmentation de la liberté des pauvres quand ils ont un peu d'argent à dépenser. [...]

Enfin, quand tous les raisonnements précédents ne suffisent plus, il reste le déni psychologique. Il s'agit d'une tendance psychique qui, par des biais variés, nous conduit par exemple à éviter de penser à la mort. [...] Le même mécanisme est à l'œuvre pour s'épargner de penser aux pauvres, qu'ils soient en Ethiopie, dans le sud du Bronx ou à Los Angeles. Concentrez-vous sur quelque chose de plus agréable, nous conseille-t-on alors.

Telles sont les méthodes auxquelles nous avons recours pour éviter de nous préoccuper du sort des pauvres. Toutes, sauf peut-être la dernière, témoignent d'une grande inventivité dans la lignée de Bentham, Malthus et Spencer. La compassion, assortie d'un effort de la puissance publique, est la moins confortable et la moins commode des règles de comportement et d'action à notre époque. Mais elle reste la seule compatible avec une vie vraiment civilisée. [...]

Complément sur le déni de la pauvreté

Les quatre raisonnements que développe Galbraith permettent aux riches de prendre position contre toute action sociale de l'Etat. Plus encore, ils justifient leur refus de s'engager en faveur des pauvres (sauf sous la forme très gratifiante pour certains de l'action caritative !). Mais ils ne suffisent probablement pas pour que leur conscience soit tout à fait tranquille. Sur le plan psychologique, le déni de la pauvreté me semble présenter deux aspects différents dans leur nature.

Le premier est «fonctionnel» : les riches doivent impérativement éviter le spectacle de la pauvreté. Les riches se barricadent dans des résidences et des quartiers hautement sécurisés. Leurs lieux de villégiature sont eux aussi imperméables aux miséreux. Leur seul contact avec des gens de condition modeste est celui qu'ils entretiennent avec la domesticité qui les entoure en toute circonstance. Mais à leurs yeux, ces domestiques ne sont pas pauvres ; ils ont un travail et sont la preuve qu'avec un peu de volonté on peut toujours s'en sortir. Le fait même que ce personnel de service les traite avec beaucoup de déférence prouve bien que les gens modestes n'ont rien contre les riches. Il permet en outre aux riches de renforcer la haute considération qu'ils ont pour eux-mêmes.

Le deuxième est plus proprement psychologique : les riches doivent absolument développer la conviction que s'ils sont riches, c'est grâce à leur seul mérite. La fortune est le résultat de la compétence et du travail. M. Ospel, pour citer un exemple parmi beaucoup d'autres, était très compétent et travaillait considérablement plus qu'une caissière de supermarché. Bourdieu constatait d'ailleurs que cette justification de la richesse est acceptée très largement par toutes les couches de la société.

Les américains fortunés et croyants ont développé une version encore plus performante de cette conviction : si je suis riche, c'est que Dieu l'a voulu ainsi. En plus de leur permettre de profiter tranquillement de leur richesse, cette croyance leur offre la grâce inouïe de se sentir béni de Dieu et, corrélativement, celle tout aussi jouissive de mépriser les pauvres, mécréants et vauriens.

G. M.

>>> Nestlégate : nouvel épisode >>>

De nouvelles révélations prouveraient que Securitas a continué son espionnage sur attac bien au-delà de 2005, alors que l'entreprise a affirmé publiquement avoir cessé ses infiltrations cette même année. Un rapport est censé disculper la police cantonale vaudoise dans les affaires d'espionnage, mais dont les lacunes et les flous laissent songeur. Retour sur ces rebondissements.

Nestlé et Securitas : pris une nouvelle fois les doigts dans la confiture ?

Une troisième espionne aurait surveillé le groupe « multinationales et mondialisation financière » d'attac vaud (le groupe dont sont issus les auteur-e-s du livre "Attac contre l'Empire Nestlé") de 2005... jusqu'à aujourd'hui, selon le Matin Dimanche du 28 septembre dernier [1]. Les soupçons se portent sur une femme qui a rejoint le groupe quelques mois après le départ de « Sara Meylan », pour ne plus le quitter. Coïncidence troublante, Sophia [2] a travaillé durant des années pour Securitas. Bien que le secrétaire général de Securitas Reto Casutt démente qu'il s'agisse là d'une nouvelle taupe sortie de leur collection, ses propos n'en sont pas moins rassurants. Il reconnaît qu'elle a bien travaillé pour Securitas mais, ajoute-t-il, « [...] nous ne l'avons jamais affectée à des missions de renseignement. Si elle en a fait, c'est dans un cadre privé. » Or, Sophia connaîtrait l'ancien recruteur de Sara Meylan et ex-chef de l'Investigation Services de Securitas (IS), Alain [3], qui a depuis trois ans sa propre entreprise de sécurité à Fribourg et dont un des clients actuels n'est autre que...Nestlé. L'actuel chef de la sécurité de Nestlé, qui a travaillé d'ailleurs pour Securitas par le passé, connaît Alain. Aussi, Reto Casutt ferait-il ici référence à son ancien employé devenu concurrent quand il mentionne que Sophia aurait pu être une taupe à un titre privé ? Ce même 28 septembre, le TJ de la TSR déclare que Securitas aurait poursuivi ses opérations d'espionnage sur attac bien au-delà de 2005, alors que la direction de l'entreprise de sécurité avait certifié publiquement le contraire deux semaines plus tôt. Combien de temps l'infiltration d'attac mandatée par Nestlé a-t-elle réellement duré ? [4] .

Multiwatch visé ?

A cet égard, il faut préciser que, durant les années 2005 à 2008, le groupe de travail d'attac vaud mène toujours l'enquête sur Nestlé, en particulier sur le rôle de la multinationale dans la privatisation de l'eau. Mais le groupe fait aussi activement partie, avec attac berne, de Multiwatch [5]. Multiwatch qui précisément met sur pied fin octobre 2005 une simulation de procès contre les pratiques de Nestlé en Colombie. Or, le tribunal populaire mis sur pied dérange beaucoup la multinationale. Il faut noter qu'entre 1986 et 2005, 10 syndicalistes de Nestlé ont été assassinés en Colombie et que Multiwatch s'interroge à cette occasion précisément sur la responsabilité de la multinationale dans le non-respect des droits de l'homme dans ce pays [6]. Selon l'Hebdo, cette manifestation organisée par Multiwatch est même l'occasion pour l'entreprise de multiplier les intimidations [7]. Une semaine avant, le président du parti socialiste suisse Hans-Jürg Fehr est « prié » par le PDG Peter Brabeck et l'ex-conseiller fédéral Kaspar Villiger, membre du conseil d'administration, de prendre ses distances par rapport à Multiwatch, ce qu'il fera... En outre, deux semaines avant l'événement, deux membres de Multiwatch hébergeant des syndicalistes colombiens venus témoigner à l'audience voient leur maison fouillée de fond en comble. Il est impossible de faire le lien direct avec Nestlé ; pourtant, ces événements mis ensemble renforcent l'hypothèse très inquiétante d'une troisième taupe mandatée par la multinationale pour surveiller les activités d'attac et, par ce biais, de Multiwatch.

Police et Securitas : « cachez ces informations que nous ne saurions voir... »

Souvenons-nous que, lors du Temps Présent du 12 juin, la police cantonale vaudoise affirmait avoir été au courant de l'infiltration d'attac. Eh bien ce n'est plus le cas ! Selon le rapport de l'ancien juge cantonal, la police aurait accepté sans broncher des informations sur des groupes altermondialistes durant le G8 de la part de Securitas, mais elle aurait refusé lorsque l'entreprise voulait leur en vendre. Après le G8, la police cantonale a été mise au courant d'opérations de ce genre mais elle jure qu'elle ne savait rien de l'identité des groupes infiltrés et de leurs taupes respectives [8]. Le problème, c'est que le juge s'est contenté d'interroger des responsables de la police et de les croire sur parole. Pourtant, ces trois derniers mois, de nouveaux faits, liens et contradictions laissent penser qu'il y a pour le moins anguille sous roche ou, pour prendre une métaphore encore plus parlante, « baleine sous caillou ». Un caillou qu'il est possible de soulever si on s'en donne les moyens. De nouvelles pièces du puzzle sont apparues, mais celles qui semblent les plus importantes manquent cruellement au tableau. L'enquête pénale est toujours en cours. Il est urgent de faire toute la lumière sur cette affaire et d'interdire ces pratiques répugnantes d'espionnage privé, que le Conseil fédéral a jugé dernièrement problématiques [9].

Isabelle Paccaud

Notes :

[1] cf. Julian Pidoux, « Une deuxième taupe pourrait encore surveiller le groupe d'Attac », Le Matin Dimanche, 28 septembre 2008.

[2] Nom d'emprunt donné par Le Matin Dimanche, que nous reprenons ici.

[3] ibidem

[4] Cf. Téléjournal de 19h30 du 28 septembre 2008, www.tsr.ch

[5] Multiwatch est constituée d'ONG, de syndicats, d'œuvres d'entraide, de partis politiques et d'organisations parties prenantes du mouvement altermondialiste, qui se sont penchés depuis 2002 sur les violations des législations nationales et des droits humains, ainsi que sur d'autres pratiques douteuses de Nestlé en Colombie et au Brésil, www.multiwatch.ch.

[6] voir notamment http://www.amnesty.ch/fr/actualite/magazine/46/colombie-ces-multinationales-qui-profitent-du-crime.

[7] cf. Julie Zaugg, « L'espion aimait trop Nestlé », L'Hebdo, le 17 juillet 2008

[8] Voir la presse romande du 3 octobre 2008

[9] Cf. Denis Masmejan, « Evelyne Widmer-Schlumpf critique l'espionnage privé », Le Temps, le 30 septembre 2008

76 parlementaires fédéraux scandalisés par les activités d'espionnage menées par Nestlé et Securitas au détriment d'Attac

Près d'un tiers des membres du Parlement fédéral ont signé un manifeste pour la liberté d'expression qui condamne sans appel les activités d'espionnage menées par Nestlé et de Securitas contre Attac. Pour les signataires, l'infiltration d'organisations altermondialistes contrevient gravement au droit à la liberté d'expression et à la liberté d'association. Ils appellent les autorités cantonales et fédérales à faire toute la lumière sur les scandales régulièrement révélés par la presse depuis cet été.